

## Déclaration Unitaire Nationale adoptée le 15 février 1999

Réunis à l'initiative du Collectif du *Manifeste pour un lycée démocratique*, nous avons constaté ensemble, avec satisfaction, la récente montée des luttes contre Cl. Allègre et la politique qu'il incarne. Nous nous sommes également trouvés largement d'accord avec l'appel que constitue le *Manifeste* à une contre-offensive argumentée unitaire pour promouvoir une *autre politique scolaire, pour la justice et la culture*.

Dans ces conditions, nous avons décidé de coordonner nos forces et avons adopté la Déclaration Unitaire suivante.

*Malgré le discours ministériel et gouvernemental, le choix n'est pas entre "la Réforme" et "les conservateurs", mais entre deux politiques scolaires : l'une de régression culturelle et d'inégalité, l'autre de progrès pour la justice et la culture. Nous luttons contre la première et pour la seconde.*

### **Ce contre quoi nous luttons**

*Le despotisme haineux et calomniateur de Cl. Allègre est insupportable. Il y faut un coup d'arrêt. Mais derrière lui tout le gouvernement impose la violence d'une politique sans négociations ni débat démocratique dignes de ce nom. A cette violence aussi il faut un coup d'arrêt.*

*Ce double despotisme se veut éclairé : il impose "la Réforme" en prétendant agir au nom de la modernité ("nouveaux savoirs", "nouvelles technologies") et de la justice (traiter les inégalités et en particulier l'échec scolaire ou le refus de la scolarité). Vingt mois durant l'opinion a été troublée, la presse a approuvé et plus d'un\* a craint que résister à Cl. Allègre soit défendre des routines ou des priviléges.*

*Mais les choses sont en train de changer : les D.H.G. des collèges et des lycées pour la rentrée 1999 arrivent peu à peu et au mieux elles déshabillent Pierre pour habiller Paul, mais le plus souvent elles déshabillent les deux ; les salaires des professeurs baissent ; la précarité des professeurs, éducateurs et agents s'accroît ; la Charte des lycées, même amendée un peu, multiplie les menaces sur diverses disciplines, sur les conditions d'enseignement et sur la définition des services et des statuts des professeurs. Sous le Discours de la Réforme apparaît crûment la réalité : redéploiement du système éducatif, lycée "à coût constant", lycée bon marché, désengagement de l'Etat dans la politique scolaire. Et ce n'est pas un hasard si, au même moment, la Charte des écoles programme ouvertement la délégation de tâches d'enseignement à des "intervenants extérieurs" aux frais des collectivités locales, au gré de leur richesse, de leur pauvreté voire de leurs projets politiques.*

*Une fois sorti des mirages idéologiques, on voit apparaître la cohérence d'une politique. "L'élève au centre du système éducatif" est la formule directrice qui permet de dénigrer non seulement les professeurs mais aussi les savoirs ("trop lourds", "trop abstraits", "inutiles"). Le lycée bon marché est un lycée allégé qui vient prendre la suite du collège allégé déjà en place et de l'école primaire allégée qui se prépare. Comme si réformer était toujours alléger : la voie suivie est celle d'une régression culturelle.*

*Cette orientation vient de loin : du prétendu "modèle anglo-saxon" (au collège et au lycée on s'éduque, après le bac on s'instruit) et d'une longue lignée de "réformateurs" français, de droite ou de gauche, qui ont tous en commun de poser que le peuple n'est pas apte à la culture élevée. Sous le dénigrement du savoir il y a le mépris des masses et le choix anglo-saxon et libéral de réservier la plus haute culture à des pôles d'excellence publics ou privés. La vérité de l'Ecole (école primaire, collège, lycée) allégée est donc l'Ecole de l'inégalité, l'Ecole à deux vitesses.*

*C'est pourquoi au désengagement de l'Etat correspond le choix fondamental de laisser jouer les inégalités sociales et géographiques ; là se trouve la raison inavouée du "dégraissage du mammouth" c'est-à-dire de la "déconcentration" du système éducatif : derrière la prétendue "amélioration" des mutations des professeurs se profile (et se prépare activement, mais en secret) soit le radicalisme libéral (un lycée = une*

*entreprise) soit ce qui n'est que son complément, le caporalisme (le bassin d'emploi dicte à un super-proviseur la politique scolaire locale, du moins celle qui régit l'Ecole pour la grande masse cantonnée à la culture de second rang).*

*Or le corps enseignant résiste par sa compétence à l'Ecole allégée. Il résiste aussi par ses exigences de liberté d'esprit aux logiques libérale ou caporalisée. Il faut donc le faire plier en jouant l'opinion contre lui. Il faut en même temps diviser les syndicats et organisations qui résistent et les écraser ; ainsi pourra passer en force l'Ecole allégée pour la grande masse.*

*Nous sommes ces syndicats et organisations qu'on veut diviser et écraser, nous qui représentons plus de 80% des professeurs de collège, lycée et classes préparatoires aux grandes écoles (C.P.G.E.). Nous résistons à cette agression sans précédent contre nous-mêmes, contre le corps enseignant et contre l'Ecole. Nous dénonçons l'imposture d'une Réforme qui ne sert ni la culture ni l'égalité. Et sans méconnaître nos différences, voire nos divergences, nous luttons ensemble pour une politique qui soit vraiment au service de la culture et de la justice.*

#### **Ce pour quoi nous luttons**

*Une politique scolaire vraiment soucieuse de culture et de justice doit affronter deux défis.*

1. *Comment faire que les différences de culture (générale, technique, professionnelle) soient facteur non de discrimination sociale et de querelles déplacées entre hiérarchies culturelles concurrentes mais de richesses pour une culture vraiment commune ?*
2. *Comment, dans la crise de croissance du système scolaire depuis quinze ans, éviter le creusement entre ce qui fonctionne bien et ce qui fonctionne mal ou ne fonctionne plus ? Et comment éviter dans cette situation compliquée les querelles déplacées entre conservateurs méconnaissant ce qui ne fonctionne plus et novateurs méconnaissant ce qui fonctionne bien ?*

*Refusant ces hiérarchies et querelles, nous proposons une autre politique scolaire faite de fermeté, de confiance et de générosité.*

#### **Fermeté :**

1. *L'école n'est pas d'abord un lieu de vie, de socialisation ou d'inculpation de valeurs. Elle est d'abord un lieu d'enseignement, d'apprentissage de la liberté de penser au contact de la culture avec l'aide des professeurs. Alors, et alors seulement, elle joue, à la manière qui lui est propre et en même temps que d'autres institutions, son rôle de socialisation, d'éducation en général et d'éducation morale en particulier.*
2. *Dans des conditions nouvelles et difficiles, un enseignement de qualité exige, en priorité absolue, l'élévation de la qualification disciplinaire et pédagogique des professeurs et la primauté, au sein de cette qualification, de la maîtrise de la discipline enseignée. Cette qualification doit être validée par des concours nationaux.*
3. *Il n'y a d'enseignement de qualité, sérieux et exigeant, que selon le "modèle secondaire" : fermeté de chaque discipline enseignée, progressivité pluriannuelle dans cette discipline, cohérence pluridisciplinaire (les filières) et, sur ces bases, possibilités d'ouvertures interdisciplinaires maîtrisées et progressives, le tout avec un taux d'encadrement qui permet une diversification des exercices et le soutien aux élèves en difficulté.*

#### **Confiance :**

1. *Pragmatisme dans l'ajustement des programmes. Ils ont changé, changent et changeront. Il faut non définir les "programmes du siècle" mais bien réguler leurs ajustements périodiques.*
2. *Pluralisme pédagogique. Au clivage entre doctrines pédagogiques plus ou moins marquées d'idéologies, nous voulons substituer le riche échange des expériences et des pratiques : ces pratiques, expériences et échanges ne peuvent réussir qu'à la double condition d'être effectués par des professeurs hautement qualifiés et d'avoir l'enseignement pour objet.*

*Cette ligne de fermeté et de confiance permet de conserver, vivifier, améliorer ce qui dans l'Ecole, marche bien ou assez bien. Seule aussi elle permet d'affronter avec générosité les deux défis de l'heure.*

#### **Générosité :**

1. Pour respecter le droit au savoir pour tous, il faut prendre à bras-le-corps l'échec scolaire et le refus de la scolarité en tenant ensemble trois orientations : redonner sens, par le tissu économique, social et culturel extra-scolaire, au désir d'apprendre ; ne pas céder sur la fonction essentielle de l'Ecole : enseigner ; mobiliser toutes les énergies enseignantes par le pluralisme pédagogique.
2. Parler non seulement sur la culture pour tous – la culture est un patrimoine auquel tous ont droit – mais aussi sur la culture de tous : la culture est un bien à faire fructifier, à rendre plus universel par l'enrichissement réciproque, lent, patient et tenace des formes de culture (générale, technique, professionnelle) aujourd'hui encore scindées. Il s'agit de construire des humanités nouvelles, grand dessein qui donne son sens ultime à la politique scolaire que nous proposons.

Dans cet esprit, nous demandons au gouvernement quatre mesures d'urgence :

1. Restaurer l'honneur du corps enseignant. Dénoncer solennellement les calomnies et mensonges sur l'absentéisme, la paresse, le "conservatisme", les "salaires de pilote d'avion" et bien d'autres choses. Le gouvernement ne doit ni dénigrer les professeurs, ni "ménager les conservatismes", mais protéger et valoriser le métier de professeur.
2. Rétablir immédiatement le taux des H.S.A. Prendre immédiatement la décision de rétablir le mouvement national et faire en sorte que le mouvement 1999 soit au plus près des règles du mouvement national. Renoncer à tout projet d'annualisation et de dénaturation du service des professeurs. Réaffirmer les garanties statutaires des professeurs définies en 1950 et depuis.
3. - Abandonner les Chartes Allègre et toute la politique scolaire actuelle dans sa cohérence d'ensemble : diminution des D.H.G., déconcentration, déqualification...

- Ouvrir des négociations sur toutes les revendications des personnels : restituer les postes supprimés, créer les postes nécessaires, accroître le nombre des postes aux concours...  
 - Réorienter complètement la politique scolaire selon les principes et axes définis ci-dessus en commençant par un "état des lieux" enfin sérieux et transparent.

4. Engager immédiatement à cette fin une vaste et véritable concertation de forme à préciser, en lieu et place des simulacres de débats et de consultations menés jusqu'ici. Vingt mois ont été perdus. Le temps presse.

**Nous décidons d'organiser une grande manifestation nationale unitaire le samedi 20 mars 1999.**

## Signataires

Collectif du *Manifeste pour un Lycée démocratique*.

C.N.G.A., S.N.A.L.C.-C.S.E.N., S.N.E.P., S.N.E.S.

A.P.H.E.C., A.P.P.L.S., U.P.A., U.P.L.S., U.P.S., U.P.S.T.I

A.P.L., A.P.P.E.P.

Association *Ecole et République*, Association *Reconstruire l'Ecole*

Collectif des étudiants en philosophie de Paris I

Collectif Démission Allègre, Collectif Allègre-démission Aix-Marseille, Coordination Paris-Nord.